

International

RAPPORT D'INFORMATION ET DÉBATS FRANCE-AFRIQUE AU PARLEMENT : LA POULE DEVANT LE COUTEAU ?

François Backman

23/01/2024

À la suite de la publication du *rapport d'information sur les relations entre la France et l'Afrique* par l'Assemblée nationale, François Backman, consultant et membre de l'Observatoire de l'Afrique subsaharienne de la Fondation, en livre une analyse critique et en relève les manquements, et notamment l'absence du point de vue des différents acteurs des pays africains.

Il y a quelques semaines paraissait le rapport d'information de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale sur « les relations entre la France et l'Afrique », suivi quelques jours plus tard d'un débat parlementaire¹. Sénateurs et députés ont donc planché sur une question fondamentale allant bien au-delà de la récente épidémie de putschs et dépassant les critiques et échecs qu'essuie et subit la France dans certaines zones du continent. Sous cet angle, ce rapport et le débat qui s'ensuivit nous paraissent quelque peu « légers » et peuvent laisser perplexe et quelque peu pantois vu les enjeux pour l'Hexagone, pour l'Europe et bien évidemment pour l'Afrique.

L'appartenance politique des deux rapporteurs, Michelle Tabarot pour le groupe Les Républicains (LR) et Bruno Fuchs pour le MoDem, n'est pas en cause et il en va de même des réactions des divers membres des groupes parlementaires. Mais on a la triste impression de se retrouver une fois de plus face à un débat très hexagonal, sans véritable écoute des partenaires africains, voire sans réelle compréhension des problématiques se posant à l'Hexagone et au continent, sans véritable vision concernant le rôle que pourrait jouer la France dans les recompositions africaines. Tout se passe comme si on se trouvait face à un *mix* de tout ce qui s'écrit dans la presse française depuis quelques années. Parfois on croirait même lire un rapport, vite fait et pas trop fait, d'un cabinet de consultants anglo-saxons en mode *more majorum*, à la manière des anciens.

En effet, les grilles d'analyse paraissent quelque peu datées, à tout le moins très conjoncturelles, et

– répétons-le – très franco-françaises, voire germanoprates, dans tous les cas peu adaptées aux défis actuels et à venir. Il en va malheureusement de même de la plupart des préconisations des deux rapporteurs. Tout cela donne un texte bien long, 175 pages qui auraient pu aisément être allégées. En effet, la quinzaine d'*inserts* sur divers sujets – du groupe Wagner au partenariat entre Paris 2024 et les Jeux olympiques de la jeunesse de Dakar en 2026 – auraient assurément gagné à être intégrés au texte. On aurait pu se passer de certaines digressions ou précisions à l'instar de la création d'une Organisation africaine de la russophonie à Bangui (République centrafricaine), fin 2022, qui restera une coquille vide et n'est qu'un épiphénomène tout juste symbolique du *soft power* poutinien sur le continent.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Des choix compréhensibles mais discutables

Option assumée par les rapporteurs : ne pas prendre en compte le Maghreb. Cela peut s'expliquer mais vu l'action d'un pays comme le Maroc sur le continent, vu le poids de l'Algérie dans la problématique du Sahel central, ou étant donné ne serait-ce que les déclarations d'un Kaïs Saïed, président de la République tunisienne, concernant les migrants sub-sahariens et ses rapports avec la France et l'Europe, on peut rester tout de même quelque peu songeur.

Second choix, restreindre les aspects militaires au seul Sahel. C'est là encore compréhensible – conjoncture oblige – mais c'est négliger toute la partie orientale du continent. Doit-on rappeler que la France y est présente (Réunion, Mayotte, Îles Éparses, etc.), qu'elle dispose d'une base à Djibouti et que le canal du Mozambique reste un espace crisogène d'importance, sans parler de la mer Rouge ? Là encore, cela paraît dommageable, ne serait-ce qu'au vu de la montée de la thématique indopacifique, ou par rapport aux ravages du changement climatique que connaissent certains pays de la zone.

Concernant les pays non africains œuvrant sur le continent, on retrouve les poncifs liés à la Chine et aux États-Unis. Le rapport évoque la Turquie et bien évidemment la Russie mais sous des angles réducteurs. La stratégie turque à l'égard de l'Afrique ne se réduit pas à la création d'écoles

coraniques ni à l'ouverture de liaisons aériennes vers Istanbul via *Turkish Airlines*. Même chose pour la Russie, dont l'influence, relative sur le continent, ne se résume pas seulement aux ventes d'armes et aux prédateurs du groupe ex-Wagner.

Au sujet de l'Allemagne, le rapport note qu'elle est devenue le premier fournisseur européen de l'Afrique, reléguant la France en deuxième position, mais ne s'interroge guère sur le pourquoi de la chose. Enfin, on ne trouve que quelques allusions aux Émirats arabes unis, à l'Arabie saoudite qui organisait un « Sommet Afrique » au moment où le rapport sortait, au Japon ou à la Corée du Sud, quasiment rien sur l'Inde ou le Brésil. Dommage... Et on ne lit pas grand-chose non plus – et c'est tout de même étonnant – sur l'Union européenne qui depuis plusieurs années accentue son action sur le continent en y concentrant une grande partie de ses ressources.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Des manques regrettables : une relation « France-Afrique » sans trop d'Africains ?

Un esprit taquin pourrait se demander où sont, dans toutes ces pages, les pays africains lusophones et anglophones abordés par le petit bout de la lorgnette, à l'image de l'Angola perçu comme pays en demande de francophonie, certes... C'est plus que regrettable alors que le poids de ces Afriques ne cesse de s'accroître dans les échanges économiques avec la France. Il en va de même au sujet des organisations et institutions africaines qui ne sont guère évoquées. Les mentions relatives à l'Union africaine (UA) se comptent sur les doigts d'une main. Certes, c'est l'UA, diront les mauvaises langues. Même chose pour la Zone de libre-échange continentale africaine, jamais citée. On n'évoque quasiment pas la Banque africaine de développement dont la France est pourtant partenaire. L'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) n'est mentionnée qu'une seule fois, même chose pour nombre d'autres institutions...

Le rapport et certaines des interventions parlementaires insistent sur les ambiguïtés (réelles par ailleurs) de la politique « africaine » d'Emmanuel Macron en évoquant les discours de ses prédécesseurs. Il est un peu « facile » de rappeler, encore et toujours, les allocutions

présidentielles passées et leurs répercussions, avec les passages obligés que sont **le discours de La Baule** de François Mitterrand (1990), **celui de Dakar de Nicolas Sarkozy** (2007) ou **celui de Ouagadougou d’Emmanuel Macron** (2017), même si tout ceci a un côté quasiment « préhistorique » au vu des évolutions du continent.

Certes ces gloses historico-politiques, si franco-françaises et si datées, peuvent s’avérer nécessaires, mais on ne trouve quasiment aucune référence aux discours de chefs d’État africains de ces dernières années. Rien sur certaines déclarations du président sénégalais Macky Sall lorsqu’il était à la tête de l’Union africaine. Rien sur certaines « sorties » pourtant très remarquées sur le continent du président ghanéen Nana Akufo-Addo, par ailleurs parfaitement francophone. Rien sur les discours du chef de l’État kenyan, William Ruto, ne serait-ce que celle lors du dernier sommet parisien pour un Nouveau Pacte financier mondial de juin dernier. Rien au sujet des prises de paroles d’Andry Rajoelina, le président malgache, sur le financement du changement climatique. Dans un autre registre, on ne lit rien non plus sur les discours des juntes sahéliennes, par exemple lors de la soixante-dix huitième session de l’Assemblée générale des Nations unies de septembre dernier, qui, par-delà leur outrance, sont assez révélateurs...

Plus globalement, on ne trouve guère de réflexion sur la place des pays africains dans la problématique des « suds globaux », traduisant une désoccidentalisation, politique, économique et sociétale du système de régulation internationale. On ne voit guère d’éléments non plus sur la manière dont la France pourrait se positionner dans les coopérations sud-sud et sur le rôle qu’elle pourrait éventuellement y jouer.

Au niveau de la **liste des personnes auditionnées par les rapporteurs**, on notera la place importante qu’occupent les intervenants liés au ministère des Affaires étrangères, ce qui peut expliquer certaines préconisations. On regrettera ensuite la quasi-absence de personnes issues de la diaspora. On aurait pu également s’intéresser aux Français de l’étranger. Et dans cette même liste, on ne trouve quasiment aucun représentant de pays africains ou d’institutions continentales, c’est dommage en matière de « relations » (titre du rapport) entre deux parties. C’est dommage pour comprendre, prévoir et agir...

On peut également regretter que le seul déplacement effectué sur le continent par les rapporteurs fût pour la Côte d’Ivoire, pays certes incontournable, mais peut-être auraient-ils pu également visiter un pays non francophone hors Afrique de l’Ouest. Le temps semble là aussi avoir manqué. Et concernant les personnes rencontrées à Abidjan, on peut rester quelque peu dubitatif. Certes, pour qui connaît la manière dont se prépare l’arrivée d’une délégation parlementaire dans une ambassade, française ou non, cela n’étonnera guère. Tout de même, il nous paraît étonnant de ne

pas avoir rencontré les représentants de l'Union européenne dont le siège est à quelques centaines de mètres de l'ambassade de France, sans parler des deux ou trois « grosses » ambassades européennes. Si l'Afrique est le continent de la jeunesse, on ne note aucune rencontre, ne serait-ce qu'avec les ministères en charge de la question, celui de la Promotion de la jeunesse et de l'Emploi des jeunes et celui de l'Éducation et de l'Alphabétisation, qui plus est dans un pays ou un plan triennal concernant la jeunesse a été mis sur pied.

En fin de compte, on pourrait se demander où sont les Africains dans ce rapport et dans la quasi-totalité des interventions lors des débats.

Des recommandations et des débats au niveau des enjeux ?

Si les rapporteurs veulent ouvrir le débat, intention louable et légitime, leurs propositions restent malheureusement très corsetées, peu audacieuses et pas vraiment visionnaires. Même chose d'ailleurs pour les divers intervenants aux deux chambres. Pas étonnant dès lors que l'on se retrouve face à un catalogue de vœux pieux ou de mesures déjà plus ou moins dans les « tuyaux ».

On reste encore en grande partie sur un schéma où la « voix de l'Hexagone » compterait plus que celle des autres. On se positionne très souvent sur un modèle où l'ambassade serait l'alpha et l'oméga de la politique française et de son influence, où les circuits diplomatiques classiques seraient toujours les plus à même de faire passer le message en matière économique ou politique. Ainsi, les rapporteurs souhaitent voir renforcé le pouvoir des ambassades, l'ambassadeur devenant alors le chef de file de « l'équipe de France ». La question d'une formation plus sérieuse des diplomates amenés à servir en Afrique est également mise sur le devant, ce qui ne serait pas un luxe au vu de certains cas.

On évoque également les réformes « stratégiques » à enclencher. Assemblée oblige, on souhaite que le Parlement soit plus associé à la définition de la politique africaine de la France et créer ainsi une « véritable diplomatie parlementaire ». On prône également l'avènement d'un ministère des Coopérations et des Partenariats... Version 2.0 du défunt ministère de la Coopération ? Quatre grands sujets attendus sont également abordés : la question du « double standard » (par exemple, la France condamne les putschs au Mali, au Niger et au Burkina Faso mais reste assez discrète sur ceux de Guinée et du Gabon), la réforme du franc CFA, la politique des visas. et la question de la refonte de l'Aide publique au développement (APD). Rien de bien neuf sous le soleil.

Le rapport s'intéresse également à des questions plus opérationnelles, et notamment à la mise en place d'une stratégie de communication ambitieuse à destination des sociétés civiles. Nous ne

reviendrons pas sur les questions liées à l'audiovisuel extérieur de la France (de RFI à TV5 Monde en passant par France 24) comme instrument d'influence, véritable arlésienne. Mais là encore les préconisations restent faibles... En effet, ce n'est pas parce que les médias du service public sont alignés sur la voix de la France, que l'ambassade dispose d'un fil X ou d'un compte Facebook régulièrement alimentés avec des visuels attractifs ou des capsules vidéo que l'on communique « local » ou que l'on relaie de manière réellement impactante les déclarations de l'échelon central. Ce n'est pas non plus parce que l'ambassade est partenaire de tel ou tel événement que cela résonne vraiment parmi les populations. Ce n'est pas non plus en œuvrant auprès des *key opinion leaders* que l'impact de telle ou telle action sera nécessairement démultiplié. Voir l'ambassadeur, en bras de chemise, à un concert d'un artiste africain dans un endroit où la quasi-totalité de la population n'a pas les moyens d'aller ne sert pas non plus à grand-chose.

Dernier point, celui de la francophonie vue comme une langue-lien, une langue monde, qui semble être perçue comme l'un des atouts majeurs de la France pour continuer à rayonner. C'est une évidence mais on se demande parfois si les rapporteurs et certains intervenants ont conscience que « le » français de France, le « gros français » comme on dit en Afrique de l'Ouest, n'est bien souvent parlé que par les élites. On peut se demander également s'ils ont jeté un œil sur les pourcentages de locuteurs francophones dans les pays africains ayant le français comme langue officielle². En effet, de la Cité internationale de la langue française de Villers-Cotterêts, inaugurée par Emmanuel Macron en octobre dernier, futur lieu d'accueil du prochain sommet de la francophonie en 2024, aux rues de Dakar ou de Kinshasa, il y a plus qu'un pas... Par ailleurs, on peut se demander si l'Organisation internationale de la francophonie est vraiment une institution adaptée aux enjeux et si elle représente un outil de *soft power* en phase avec les bouleversements que connaissent l'Afrique et le système international, mais c'est là un autre débat.

Plus problématique : on ne trouve quasiment rien de concret, ou si peu, sur les problèmes qui se posent à la quasi-totalité des pays africains et sur la manière dont la France pourrait intervenir de manière renouvelée et plus en phase avec les besoins et les attentes. Rien sur la question de la jeunesse, sur celle du chômage et de l'emploi. Quasiment rien sur la question du développement d'un secteur privé, seul capable d'absorber les masses de jeunes arrivant sur le marché du travail chaque année. Rien sur la question de l'augmentation des ressources fiscales et sur la manière de formaliser le secteur informel. Peu de choses sur l'agriculture qui reste un secteur primordial et dont la modernisation s'avère plus qu'urgente, *idem* pour la question de la souveraineté alimentaire. Rien non plus sur le changement climatique qui percute certains pays africains de manière dramatique. Rien ou si peu sur le numérique au sens large. Tant de domaines où la France pourrait développer son influence, son expertise et son *soft power* en dépassant les mécanismes d'aide classiques en version Agence française de développement. On ne trouve également que fort peu

d'allusions à la manière dont les États africains entendent relever les défis qui se posent et aux solutions adoptées.

Pour résumer, on est face à un rapport sans véritable écoute des acteurs africains – il était pourtant question de « relations » –, ni véritable appréhension des problématiques qui se posent au continent, le tout appréhendé avec les lunettes d'hier et une vision très administrative et technocratique de la chose. Quant aux diverses interventions des parlementaires, on reste la plupart du temps sur des clichés, comme si l'on écoutait un disque rayé, sur des rappels de banalités ou de grandes envolées théoriques loin, bien loin, selon nous, des réalités africaines. On le regrettera, mais c'est aussi en cela que ce rapport et ces débats sont intéressants.

Face à l'Afrique, la France « tâtonne quant à l'attitude à adopter », nous dit le rapport. Après lecture et écoute des réactions des sénateurs et députés, la France risque de continuer ainsi. Même si depuis quelques années, une certaine dynamique s'est enclenchée avec plus ou moins de résultats, la question du « que fait-on ? » est plus que jamais à l'ordre du jour.

1. Cf. Assemblée nationale, *Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement, par la commission des Affaires étrangères, en conclusion des travaux d'une mission d'information sur les relations entre la France et l'Afrique*, n°1841, déposé le mercredi 8 novembre 2023, et présenté par M. Bruno Fuchs et Mme Michèle Tabarot, députés. À l'Assemblée nationale et au Sénat, les deux rapporteurs sont intervenus lors des débats du 21 novembre. Même chose pour la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères et les ministre des Armées. Lors du débat à l'Assemblée nationale, on a pu entendre : Geneviève Darrieussecq (Démocrate, MoDem et Indépendants), Anna Pic (Socialistes et apparentés), Anne Le Hénanff (Horizons et apparentés), Aurélien Taché (Écologistes), Jean-Paul Lecoq (Gauche démocrate et républicaine), Estelle Youssouffa (Libertés, indépendants, Outre-mer et territoires), Vincent Ledoux (Renaissance), Marine Le Pen (Rassemblement national), Arnaud Le Gall (La France insoumise), Amélia Lakrafi (Renaissance), Nicolas Dupont-Aignan (non inscrit), Sophie Errante (Renaissance), Huguette Tiegna (Renaissance), Jean-Louis Bourlanges (président de la commission des Affaires étrangères (MoDem et Indépendants), Thomas Gassillou (président de la commission de la Défense, Renaissance). Au Sénat, les intervenants étaient les suivants : Cédric Perrin (LR), Marie-Arlette Carlotti (SER), François Boneau (app. UC), Pierre-Jean Rochette (Les Indépendants), Jean-Baptiste Lemoyne (RDPI), Michelle Gréaume (CRCE-K), Akli Mellouli (GEST), Jean-Noël Guérini (RDSE), Stéphane Ravier (NI).
2. Seuls Djibouti (50%), la RDC (51%), les Seychelles (53%), la République du Congo (61%), le Gabon (65%) et Maurice (73%) ont une majorité de francophones dans le pays. On en compte plus d'un tiers au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Cameroun et au Togo, moins de 3 personnes sur 10 en République centrafricaine et en Guinée, à Madagascar, au Sénégal, aux Comores et au Burkina Faso, et moins de deux sur dix au Mali. Pour ce qui est du Niger et du Tchad, c'est à peine plus d'un sur dix, ces deux pays comptant 13% de locuteurs francophones. Organisation internationale de la francophonie, *La langue française dans le monde 2019-2022*, Paris, Gallimard, 2022, p. 30-31.